

Assemblée des délégué-e-s du Parti écologiste suisse

25 août 2007, Université, Espace Louis Agassiz, Neuchâtel

Dieses Protokoll konnte leider nicht auf Deutsch übersetzt werden.

Procès-verbal

Présidence: Francine John-Calame

Durée: 12h30 – 17h15

1. Ouverture de la séance

Francine John : Mot de bienvenue. En plus des préoccupations concernant le climat, la population neuchâteloise est confrontée à d'autres problèmes : les nombreux travailleurs frontaliers, un réseau TP lacunaire, des hautes écoles qui négligent le Jura neuchâtelois → tensions entre le haut et le bas du canton.

Objectif des Verts neuchâtelois : grâce à des candidats engagés et compétents, conserver leur siège au CN malgré l'apparement des partis de droite et la création d'une section PDC.

Fernand Cuche : Président du Conseil d'Etat neuchâtelois

Transmet les salutations du Conseil d'Etat qu'il préside cette année. Aujourd'hui, commémoration des 150 ans de la 1^{ère} ligne de chemin de fer du canton et 3^{ème} de Suisse. Une réforme complète des TP, inscrite dans le cadre du projet d'agglomération, est en cours → en 2009, introduction de la communauté tarifaire intégrale transfrontalière.

Choisir l'économie pour thème de cette AD est judicieux. Il est juste de s'interroger et de prendre des positions claires. Ecologie-durabilité et économie ne sont pas antagonistes et les Verts ont des propositions concrètes et réalistes.

Patrick Erard : Président du Grand conseil neuchâtelois

Slogan actuel de l'office du tourisme cantonal. Neuchâtel, canton vert. C'est vrai à plus d'un titre : beauté exceptionnelle du Jura et présidence verte de l'exécutif et du législatif cantonal.

C'est le fruit d'une progression lente mais régulière des idées vertes. La popularité de Fernand Cuche a joué un rôle prépondérant dans cette ascension. La problématique environnementale est au centre des préoccupations de la population. Nos réponses touchent de plus en plus d'électeurs. Mais prudence, car si la montée peut sembler facile, le maintien au sommet est difficile et la chute peut être rude.

Les Verts NE ont décidé de ne pas miser sur la peur et la jalousie mais sur les attentes et l'espoir.

Ruth Genner : Présidente du parti écologiste suisse

Nous sommes à l'aube d'élections importantes. Les partis cantonaux s'engagent sans compter dans la campagne. Nos électeurs croient en nos compétences pour une Suisse solidaire et une politique climatique efficace. Nos émissions de CO₂ par habitant sont parmi les plus élevées du monde alors que nous disposons des moyens technologiques pour pallier ce problème.

Une taxe incitative sur les carburants serait un encouragement pour les TP, les véhicules économes et l'autopartage. Le dérèglement climatique représente un souci pour de nombreuses personnes. Elles sont prêtes à changer de mode de vie. Mais la volonté politique manque. L'objectif de la loi sur les CO₂ n'est pas atteint. Aujourd'hui, on constate une augmentation de 9% des émissions ! Selon les experts, seule une hausse de 2°C est globalement supportable. En Suisse, on estime qu'il « faudra faire avec » un réchauffement de 3°C.

Rien ne bouge malgré les promesses faites dans le cadre de la session « climat » de ce printemps. C'est irresponsable, surtout à l'égard des générations futures. Une politique climatique efficace est une chance pour la Suisse et son développement. L'initiative pour le climat demande une baisse des émissions de 30% jusqu'en 2020. C'est un objectif réaliste et nécessaire.

Ueli Leuenberger : Vice-président du parti écologiste suisse

Les changements climatiques et les embardées de la bourse menacent l'humanité et l'économie. Mais le parti des moutons bêle toujours que le danger vient des immigrés et il se moque du climat. Si le PDC et le PRD tiennent la moitié de leurs promesses électorales, la protection du climat fera une avancée gigantesque. Mais ces partis, trop souvent à la solde du leader de l'injustice et de la police, risquent de les oublier sitôt les élections passées. S'engager pour la sauvegarde de l'environnement est primordial. Mais il faut une forte délégation verte au CN et CE et un autre gouvernement. Le dénigrement des droits humains n'est pas tolérable. Blocher président de la Confédération est une perspective insupportable pour nous et une grande partie de la population. Nous devons vivre dans un esprit de solidarité et d'ouverture au monde. Gouverner avec un parti qui remet en question les accords internationaux, qui nie les problèmes climatiques, qui remet en cause la démocratie est impossible. Même si les sondages nous donnent gagnants, ne baissons pas la garde. Nous avons encore 60 jours pour convaincre qu'il est temps de prendre parti pour le climat.

2. Statutaire

Election des scrutateurs

Nathalie Barras, Elisabeth Scherrer, Luzius Theiler, Walz Wolfisberg

Procès-verbal de l'Assemblée des délégué-e-s du 5 mai 2007

Accepté (deux abstentions)

Election au Bureau:

Catheline Reymond, Vaud : présentée par France Manghardt

Remplacement de Tinetta Maystre. Membre engagée des Verts depuis deux ans. Conseillère communale et membre du comité cantonal des Verts vaudois. Parle bien l'allemand et n'est jamais à court d'idées. Elle sera une force de proposition au sein du Bureau.

Elue par acclamation

Statut d'observateur : Verts de Schwyz et Verts des Grisons

Hubert Zurkinden : en mars-avril, des personnes de Schwyz et des Grisons désireuses de fonder un parti dans leur canton respectif ont pris contact avec le secrétariat national. Tout s'est passé très vite et à Schwyz, les Verts présentent déjà une liste de quatre personnes pour le Conseil national.

???, Schwyz: Nous partageons les positions des Verts suisses et nous souhaitons être actifs dans notre canton. Pour être efficace, il est nécessaire de faire partie d'un réseau national. Nous vous prions d'accepter notre demande.

Verts des Grisons : Martin Tucek.

Parti cantonal fondé il y a deux mois, 15 membres et 15 sympathisants. Nous ne présentons pas de liste au CN. Désirons prendre pied au niveau communal et cantonal lors des élections de l'an prochain. Nous travaillons avec les organisations environnementales dans notre canton et souhaitons partager les connaissances avec le « parti mère ». Demande à l'assemblée de leur accorder le statut d'observateur.

Statut d'observateur accordé par acclamation aux Verts de Schwyz et aux Verts des Grisons

3. Informations

du groupe parlementaire : Therese Frösch

Rétrospective de la dernière législature : forte progression du parti en 2003 → 14 siège au CN.

Les Verts, défenseurs privilégiés de l'environnement, mais aussi des droits fondamentaux. Engagement contre plan d'austérité et mesures d'économie, contre la politique d'asile et des étrangers à la Blocher, contre des projets fiscaux profitant aux nantis.

Environnement : de la taxe CO₂, en passant par la lutte contre le mitage du paysage, l'initiative *Sans OGM* et l'opposition au nucléaire et au brevetage du vivant, les Verts sont restés les seuls protecteurs crédibles de la nature.

Société : engagement pour une politique des étrangers et de l'asile humaine et solidaire, une véritable politique d'intégration. Propositions pour l'assainissement de l'AI. Harmonisation des allocations familiales obtenue grâce à une alliance Verts-PS-politiciennes de droite.

Droits fondamentaux et paix : non au renforcement de l'Etat fouineur sous couvert de la lutte anti terroriste, message clair contre la défense armée du territoire, les engagements au sein de l'ONU et en général contre la *war on terror* menée par les Etats-Unis.

Cette politique d'opposition a pu être menée à bien grâce à des Conseillers nationaux compétents et travailleurs ainsi qu'à une secrétaire de groupe chevronnée. Merci à tous.

du secrétariat national :

Hubert Zurkinden :

L'initiative contre l'exportation de matériel de guerre a abouti grâce notamment à l'engagement des Verts. Elle sera déposée prochainement. Remercie toutes les personnes ayant contribué à ce succès.

Invite les Verts alémaniques à participer à la 3ème université d'été des Verts romands qui se déroulera les 1^{er} et 2 septembre en Valais.

Miriam Behrens

8 septembre : tous à vos réveils sur la place fédérale. Il est important d'y participer et de montrer que le nucléaire n'est pas une option acceptable.

Initiative pour le climat : la récolte a débuté voilà trois mois. 15 septembre, journée nationale de récolte des Verts. Important de se mobiliser pour atteindre le quota de signatures d'ici aux élections.

Initiative pour le paysage : lancée durant la pause estivale. L'aménagement du territoire avec les discussions autour de la suppression de la Lex Koller est un thème actuel.

Action tournesols : Herbert Karch a organisé la production de tournesols bio à distribuer durant la campagne des Verts.

4. Elections fédérales 07

Hubert Zurkinden

Les Verts participent aux élections fédérales dans 18 cantons. 11 partis cantonaux présentent des candidats au Conseil des Etats. 22 listes écologistes, 294 candidat-e-s, pour le Conseil national sont déposées dans 17 cantons (Schaffhouse uniquement liste pour les Etats). Sans compter les listes jeunes vert-e-s.

Enorme diversité des campagnes cantonales. La diversité est précisément un des points importants de la politique verte. Si les règles de la communication ne sont ainsi pas respectées, ce n'est pas grave. Mieux vaut une campagne bigarrée qu'une campagne faites de moutons.

Jeunes verts : parti fondé en 2004. En 2003, 2 listes jeunes verts étaient déjà en course. Aujourd'hui, ils ont déposé pas moins de douze listes au CN, bravo !

5. Transformation écologique de l'économie

Participants : Daniel Lampart **DL** (chef économiste à l'USS), Gabi Hildesheimer **GH** (ÖBU et membre de l'OSCC), Christophe Gnaegi **CG** (Verts vaudois, architecte, cofondateur du bureau tribu'architecture)

Excusé : François Marthaler

Animation : Miriam Behrens **MB**

Introduction: *Impulstag* sur l'économie en janvier 2005 : différentes questions débattues.

La croissance crée-t-elle des places de travail ? Contribue-t-elle à lutter contre la pauvreté ? Est-elle garante de la pérennité des assurances sociales ? Et enfin la croissance est elle indispensable à la protection de l'environnement ?

Les résultats des discussions ont été intégrés dans la plate-forme électorale 2007 dans le chapitre « transformation écologique de la société ». C'est ce thème qui nous préoccupe aujourd'hui. La Suisse est inefficace en matière d'écologie. Malgré l'augmentation de 2% par an de l'efficacité, la quantité des ressources utilisées augmentent parallèlement à la croissance.

GH: l'ÖBU est une association économique qui regroupe 300 entreprises, petites et grandes, de tous les secteurs. Nos activités ciblent surtout les petites entreprises car les grandes ont leurs spécialistes environnementaux. Nous sommes politiquement neutres !

Objectif : maintenir et renforcer la compétitivité économique suisse en introduisant les aspects du développement durable dans l'entreprise pour créer une bonne gouvernance. Un changement de structure est nécessaire et nous devons l'opérer maintenant sans attendre qu'on nous l'impose. La protection de l'environnement et l'amélioration des aspects sociaux sont les effets collatéraux souhaitables de notre objectif premier.

Notre message principal: gérer ses affaires écologiquement est rentable (ökologisch wirtschaften lohnt sich). Concrètement :

- Stahl Gerlafingen. Remplacement d'un four de fusion par la technologie la plus évoluée et optimisation des processus → économie d'1/7 des émissions de CO₂
- Kästli in Bern. Remplacement de véhicules et de matériel → réduction des émissions totales de 2% malgré une légère croissance de leurs activités
- Geberit, entreprise orientée exportation: exemple intéressant pour contrer ceux qui prétendent que les mesures de protection de l'environnement baissent notre compétitivité sur le marché mondial. L'an dernier, cette entreprise a diminué ses émissions en chiffres absolus pour une augmentation de la valeur ajoutée de 14%. Objectif jusqu'en 2009, baisse de 15% des émissions.

Le potentiel pour des mesures économiques est énorme dans les entreprises suisses. Il ne faut pas de nouveaux instruments mais il faut que les entreprises qui n'ont encore rien fait prennent des mesures volontaires.

CG : Le label minergie a énormément fait avancer la cause dans le secteur du bâtiment. Rappel : en 2005 env. 7% des bâtiments étaient construits selon le label minergie → commence à entrer dans les mœurs. Objectif : faire adopter d'ici à 2010 l'obligation de minergie pour tous les nouveaux bâtiments en Suisse. Surcoût moyen minergie = 5%, rentabilisé en environ 7 ans. Minergie + a des exigences supplémentaires. Norme SIA actuelle fixe la consommation à 75 kwh par m² et année, minergie standard = 42 kwh et minergie + = 30 kwh. Autre label : minergie éco ou + éco qui cible en plus sur les matériaux qui consomment peu d'énergie à la fabrication et à l'élimination (cycle de vie des matériaux). Le parc immobilier existant doit absolument être rénové sur la base minergie. On ne peut pas attendre de construire des nouveaux bâtiments pour diminuer la consommation. Les ventilations, les fenêtres ainsi que les toits et les chaudières sont des éléments moins coûteux à assainir que les enveloppes des bâtiments et l'effet sur la rentabilité énergétique est plus important.

Plus le coût de l'énergie est élevé, plus la rentabilité de la rénovation est grande. Les volontés politiques dans ce domaine sont fortes aujourd'hui mais il faut étendre la réflexion à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire. Il faut éviter de disperser les constructions car cela engendre plus de mobilité, plus de besoins en infrastructure et moins de contacts sociaux. Aujourd'hui, engouement pour les écoquartiers qui permettent de gérer plus globalement le problème. Travailler sur les coûts globaux et à long terme. Profiter de la conjoncture favorable dans le bâtiment pour sensibiliser. Pression sur le marché immobilier qui permet de faire avancer la question.

DL : Aujourd'hui, les problèmes environnementaux sont largement reconnus. Pourtant, aucune conséquence en politique économique n'a été tirée. Le rapport du CF sur la croissance publié en 2002 vise surtout la dérégulation.

Aujourd'hui, il est clair que nous avons un problème de gaz à effet de serre. Mais le climat n'est pas le seul problème, nous avons d'autres préoccupations: l'approvisionnement énergétique,

l'énergie nucléaire, les concentrations de polluants dans l'air, le bruit. De nombreux dégâts sont dus à la mobilité privée et aérienne. Vraisemblablement, les entreprises ne sont pas la plus grande cause des problèmes écologiques mais les personnes privées. Leurs déplacements, leur habitat, ... La dimension sociale ne doit pas être oubliée: 4 mio de personnes travaillent et vivent de cette économie que nous voulons changer et écologiser. Il nous manque à peu près 200'000 emplois et 300'000 travailleurs sont considérés comme pauvres. Si nous voulons mener une politique durable, nous devons aussi prendre en compte cette dimension. Une économie qui est efficace en énergie mais qui est socialement pauvre n'est pas durable. Plus longtemps nous attendons pour mettre en œuvre la transformation écologique, plus le choc économique (comme le choc pétrolier des années 70) sera grand et les conséquences sociales énormes. Il faut prendre des mesures aujourd'hui mais tout en étant attentif aux conséquences sociales que cela peut avoir. Attention à accorder le même poids aux aspects sociaux et environnementaux. La fiscalité écologique ne doit pas être un moyen pour la droite de supprimer la fiscalité directe (ce qui a tendance à se faire en Grande-Bretagne). Ce serait une redistribution de la charge fiscale de haut en bas catastrophique.

MB : Quels sont les plus grands obstacles qui freinent la transformation écologique de l'économie alors que tout le monde sait que c'est absolument nécessaire ? Quelles sont les conditions cadres à mettre en place pour faire avancer la cause, ou bien est-il inutile de légiférer ? Les mesures volontaires sont-elles suffisantes ?

CG : L'immobilisme est humain, crainte du changement → il faut répéter les choses pendant longtemps pour que ça bouge. Tout premier obstacle rencontré dans tous les domaines. Ensuite, le lobbyisme des entreprises qui vivent des produits pétroliers et qui veulent retarder tout changement.

MB : Les cantons sont compétents en matière de bâtiment. Ne faudrait-il pas qu'ils rendent obligatoire le standard minergie ? On a l'impression que rien ne bouge dans les cantons.

CG : Sur Vaud en tout cas, ça bouge. Le PDC a fait des interventions dans ce sens. Dans le canton, la nouvelle loi sur l'énergie a déjà anticipé sur le minergie + (part d'énergies renouvelables dans les bâtiments). Mais cela n'avance que lentement → maintenir la pression et anticiper pour accélérer le mouvement.

MB : Pourquoi n'y a-t-il pas plus d'entreprise qui se mettent à la protection de l'environnement ?

GH : Il est surprenant de ne pas avoir plus d'entreprises qui fassent le pas, car économiquement, elles auraient tout à y gagner. En Suisse, certaines associations économiques puissantes sont des clubs de « vieux monsieurs » qui défendent des intérêts particuliers et ont très peu de contacts avec la réalité des entreprises. Mais les entreprises font le pas volontairement avant qu'elles y soient obligées et que cela leur coûte plus cher. Il faut inciter, motiver et informer mieux les entreprises. Les Verts doivent participer à l'élaboration de conditions cadres qui jouent aussi pour les entreprises. Les taxes incitatives sont de bons moyens économiques d'accélérer le mouvement. Mais il faut y aller progressivement.

MB : De l'avis des Verts, la réforme fiscale écologique est l'instrument principal de la transformation écologique de l'économie. Sur ce point, nous sommes souvent en conflit avec les syndicats. Peux-tu prendre position, tout en sachant que les Verts privilégient la redistribution des taxes à la population par le biais des assurances maladie et non de l'AVS ?

DL : Cette réforme fiscale écologique est en cours en Suisse avec la loi et la taxe sur le CO₂. L'USS peut soutenir cette démarche si c'est remboursé à la population par le biais de la caisse maladie et non par le biais de l'AVS. Mais il y a là un problème pour tous ceux qui bénéficient de réduction de primes. Ces réductions sont accordées sur les primes effectivement payées → le remboursement des taxes écologiques est pris en compte dans le calcul → réductions moins élevées alors que le surcoût sur l'énergie devra tout de même être payé. Si nous réglons ces détails, si c'est politiquement réalisable et si il n'y pas de problème de répartition, oui nous pouvons soutenir la réforme fiscale écologique.

Blaise Horisberger : Perspectives à terme : réduire de moitié au niveau mondial les émissions de CO₂ → 70% de réduction de nos émissions en Suisse. En plus, notre pays devrait également

diminuer sa consommation de ressources de 70% pour que son empreinte écologique soit supportable pour notre planète. Que préconisent les intervenants pour atteindre ces objectifs d'ici à 40 ans ?

GH : OCCC demande une réduction minimale de 20% des émissions jusqu'en 2020 et de 60% jusqu'en 2050. Ce sera difficile d'atteindre ces objectifs mais nous devons absolument commencer sans tarder.

DL : Ma vision : comme nous nous trouvons dans un réseau économique très complexe, il est extrêmement difficile de faire des pronostics ou de mettre sur pied une stratégie. Il nous faut aller pas à pas avec les mesures aujourd'hui existantes et faire en sorte qu'elles soient appliquées. Ensuite, il existe des instruments dont l'introduction n'a pas encore été décidée: augmentation de la RPLP, limiter la consommation des véhicules, des mesures dans l'aménagement du territoire.

CG : Avoir une vision globale dépassant le domaine du bâtiment. TP plus efficaces, diminuer les besoins en mobilité et en surface de logement. Nouvelle conception de l'habitat, sur la durée et dans son fonctionnement collectif.

Six priorités pour la transformation écologique de l'économie

Hubert Zurkinden : Ce papier résulte de la volonté de regrouper dans un seul texte ce que l'on trouve dans d'autres papiers. Il est important que les Verts puissent expliquer en 6 points concrets leurs mesures pour la transformation écologique de l'économie.

Trois changements de fonds par rapport à la version de base :

- *développement économique* au lieu de *croissance*
- chap 2 : suppression du point 4
- chap 6 : point 2 supplémentaire

Propose d'accepter cette résolution !

Marlène Perret-Gentil, NE : regrette qu'il n'y ait rien sur la formation des jeunes.

Hubert Zurkinden : on s'est limité à la transformation écologique de l'économie. Le social et la formation n'ont pas été pris en considération. Seul ce qui est directement en lien avec économie.

?? : Point 2 : mentionné minergie + et récupération de l'eau de pluie (détail qui ne nous dit pas ce qu'on doit faire de cette eau). Il me manque la notion de minergie éco qui règle également le problème de l'eau de pluie. Propose donc de seulement mentionner la norme minergie éco +.

Marcel Wüthrich, BE : Bravo à ce papier qui va dans la bonne direction avec des incitations à l'économie. Dans ce domaine, les Verts peuvent compter sur les spécialistes de l'économie qui parlent depuis longtemps de la transformation de la société. Est satisfait du contact noué avec l'OCCC.

Jean-Claude Mermilliod, VD : réserve sur ce qui est dit. En fait, on parle de la transformation écologique de la consommation puisque toutes les taxes vont toucher la consommation. Ces mesures ne touchent pas l'économie ni son fonctionnement capitaliste. Pour que ce soit efficace, il faudrait obtenir l'adhésion de la population. Avec des mesures telles que des taxes, on risque de bloquer la population et être contreproductif. Il manque aussi une estimation des conséquences de ces mesures, est-ce le meilleur moyen d'arriver à notre objectif ?

Daniel Glauser, BE : chap. 3. Remplacer le point 3 par *die Streichung der Gelder für die Kernenergieforschung/ supprimer les budgets octroyés à la recherche nucléaire*.

Vincent Rossi, VD : pt 4, chap. 2, partie « filtre à particules obligatoires sur les véhicules... ». Utiliser les critères de l'initiative des jeunes verts *introduire une limite d'émissions de CO₂ et renforcer la limite d'émission de particules fines pour tous les véhicules*. Ce serait plus général et recouperait la revendication de l'initiative pour une mobilité humaine.

Proposition: minergie éco + → accepté à l'unanimité

Proposition: pt 3, chap.3: *nur die Streichung der Gelder für die Kernenergieforschung*.

Uniquement supprimer les budgets octroyés à la recherche nucléaire → Accepté à la majorité

Proposition: pt 4, chap. 2. Modifier comme suit : *Introduire une limite d'émission de CO₂ et renforcer la limite d'émission de particules fines pour tous les nouveaux véhicules et appareils ainsi*

que, lorsque cela est techniquement et économiquement réalisable, pour les véhicules et appareils en service → accepté à la majorité

Vote sur le texte entier tel que modifié aujourd'hui :

Texte accepté par 74 oui, 2 non et 3 abstentions

6. Divers

Résolution sur le soutien au référendum contre la PA 2011

Luzius Theiler, BE : C'est une dégradation et un assouplissement de la loi sur l'agriculture, noyau de la PA 2011. Ces 15 dernières années, de nombreuses exploitations agricoles ont disparu. La nouvelle loi sur l'agriculture n'arrête en aucun cas cette hémorragie mais la stimule. Ouverture du marché, plus de concurrence sur le marché national, diminution des prix, assouplissement du droit foncier et de bail... sont autant de mesures préconisées. Au Conseil national, Ruth Genner s'est vivement prononcée contre ce projet et a critiqué cet assouplissement de la loi sur l'agriculture. Des produits bon marché signifient une baisse des prix au producteurs → une baisse du revenu → abandon d'exploitations agricoles → baisse de production nationale → plus d'importations → plus de transports → plus de pollution...

Les Verts sont pour une production régionale et respectueuse de l'environnement. Je demande donc que les délégué-e-s soutiennent ce référendum qui court jusqu'à fin octobre.

Ruth Genner: L'association des petits et moyens paysans ne soutient pas du tout le référendum. C'est un dossier extrêmement complexe et la question est de savoir ce que les agriculteurs perdent si le référendum passe. Dans ce paquet PA 2011 sont également compris les paiements directs pour prestations écologique. Par rapport à la période précédente, 1 milliard de plus a été débloqué.

Propose de déléguer au Bureau des Verts suisses la compétence de décider sur le soutien ou non au référendum. Il pourra prendre une décision après un débat de fonds.

Luzius Theiler se rallie à cette proposition et retire sa résolution pour la transmettre au Bureau.

Hubert Zurkinden : remerciements aux Verts NE pour l'excellente organisation et l'accueil chaleureux. Merci à Francine pour l'animation des débats. Un grand merci aux interprètes pour avoir su avec brio assumer cette tâche difficile, à l'équipe technique, à Jeannette Glauser pour la coordination de l'organisation et aux délégué-e-s pour leur participation.

*Berne, septembre 2007
Yolande Peisl*